



# Manifestation à Bordeaux pour défendre les emplois des Ford-Blanquefort

24/03/2018 à 16h42

Nicolas Tucac - AFP

Les salariés de l'usine Ford de Gironde dénoncent la fermeture prochaine du site du constructeur, lequel, selon eux, a touché 50 millions d'euros d'aides publiques depuis 2013 pour maintenir l'emploi sur le site.

Près de 200 personnes ont défilé samedi à Bordeaux pour soutenir les salariés de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) où le constructeur automobile a annoncé la fin de la production en 2019, menaçant 900 emplois.

Le 27 février, Ford a annoncé qu'il n'y aurait **plus de production dans son usine Ford Aquitaine** Industries au-delà de 2019 et que le groupe cherchait un repreneur pour ce site de fabrication de boîtes de vitesses implanté dans l'agglomération bordelaise depuis 1972.

## "Une sous-traitance de fermeture"

Le rassemblement était organisé à l'appel des syndicats CGT, FO, CFTC. En tête du cortège, une banderole sur laquelle on pouvait lire : "Ford, sauver tous les emplois, c'est possible". Ouvriers, syndicalistes, élus, militants de partis de gauche et extrême-gauche étaient présents.

"Le repreneur on n'en veut pas, c'est une sous-traitance de fermeture, et au bout du compte, ça ferme ! Ford ne veut pas fermer directement l'usine", a déclaré Philippe Poutou, délégué de la CGT et ancien candidat à la

présidentielle. "Si on accepte l'idée du repreneur, derrière on dit 'Ford tu peux partir'. Ce n'est pas acceptable après **toutes les aides publiques reçues**", a-t-il ajouté.

"Nous voulons sensibiliser l'opinion publique sur le désengagement de Ford car on s'oriente vers une fermeture très proche", explique Frédéric Peter, élu CFTC. "On a atteint les objectifs de productivité fixés par Ford, il y a eu la paix sociale et finalement Ford ferme. Leur décision était arrêtée de longue date", déplore le syndicaliste qui constate "l'impuissance des politiques".

## **Le derniers des aides publiques suspendu**

Selon les syndicats, depuis 2013, Ford a reçu au total 50 millions d'euros de financements publics en échange de la garantie de maintenir un millier d'emplois sur le site pendant cinq ans. Mais l'accord s'achève fin mai, ce qui, selon élus et syndicalistes, n'est pas étranger à l'annonce de Ford Europe de quitter son usine girondine.

Vendredi, Bordeaux Métropole, dont fait partie la commune de Blanquefort, a annoncé qu'elle ne verserait pas au constructeur automobile Ford le dernier tiers de ses aides publiques prévues, qui s'élèverait à 680.000 euros.